

Le déficit flambe, la mémoire flanche

DESINTOX - La ministre du Budget répète qu'avant que ne survienne la crise, la France était sur le chemin de l'équilibre de ses finances publiques. Une commode réécriture de l'histoire !

INTOX

Accusé par la gauche d'avoir plombé les comptes publics, le gouvernement s'en défend : s'il y a déficit, c'est uniquement du fait de la crise. Depuis quelques jours, Valérie Pécresse, ministre du Budget, ressasse le même élément de langage. Dans le Figaro du 26 août : «Avant la chute de Lehman Brothers, à l'été 2008, le gouvernement prévoyait un déficit public à 1,7% du PIB en 2009, soit un niveau où la France aurait réduit sa dette ! C'est la preuve que, sans la crise, nous aurions eu des déficits très limités. Or, en 2009, le déficit fut en réalité de 7,5% du PIB. La crise a tout bouleversé.» Un propos répété presque mot pour mot deux jours plus tard sur BFM TV : «Avant la crise de Lehman Brothers, à l'été 2008, le gouvernement préparait le budget 2009. Et ce budget 2009, nous l'avons préparé avec un déficit de 1,7% du PIB. Nous étions sur une trajectoire de retour à l'équilibre en 2009».

DESINTOX

Il est incontestable que la crise explique une bonne partie du déficit actuel. Mais le tableau d'une France frappée par la crise en septembre 2008, alors qu'elle filait sur le chemin de la vertu budgétaire relève de la fable.

Premier problème, contrairement à ce que dit Pécresse, l'ambition d'un déficit de 1,7% du PIB en 2009 n'était plus guère d'actualité à l'été 2008. Cet objectif ambitieux figurait initialement dans le «programme de stabilité 2009-2012» datant de fin 2007, mais cette perspective a été abandonnée par le gouvernement avant que n'éclate la crise. Dès mai 2008, soit plus de trois mois avant la faillite de la banque américaine, le Premier ministre, François Fillon, évoque lors d'un point presse un objectif de déficit de 2% pour 2009.

Deuxième problème : cet objectif officiel, même revu à la hausse, est largement sujet à caution à l'époque.

Contrairement à ce que suggère Péresse, la situation des finances publiques est jugée inquiétante au printemps 2008. Au point que la France a été l'objet, le 28 mai, d'une recommandation de la Commission européenne. Un «honneur» réservé jusqu'ici à la seule Roumanie. En cause, l'état des finances publiques hexagonales qui, estime alors Bruxelles, risque de conduire à un déficit de... 3% en 2009. Des prévisions bien éloignées de celles du gouvernement, et qui laissent craindre un dérapage hors des clous du Pacte de stabilité.

La France n'était donc pas sur le chemin de l'équilibre budgétaire quand la crise est survenue, contrairement à ce que relate aujourd'hui Valérie Péresse. Laquelle ne peut pas non plus attribuer à la seule conjoncture l'ampleur du déficit de 2009 (7,5% du PIB). C'est ce qui ressort très clairement du rapport de juin 2010 de la Cour des comptes consacré aux finances publiques (lire p.15-19) : pour les magistrats de la rue Cambon, le déficit record de 2009 s'explique seulement pour un gros tiers par la crise. Les deux tiers restant sont imputables à l'héritage de trente ans de laisser-aller budgétaire (pour 3,7 points de PIB) mais aussi (pour environ 1 point de PIB) aux mesures prises en 2008 et 2009 (baisse de cotisations et d'impôts, augmentation des dépenses) qui ont aussi contribué à creuser le trou. Morale de l'histoire : la crise a plombé les déficits. Et la politique de Nicolas Sarkozy depuis 2007 lui a donné un coup de main.

Source : CÉDRIC MATHIOT (@ AFP Bertrand Guay)